



# UNIVERSITÉ PARIS-SORBONNE

**ÉCOLE DOCTORALE IV « Civilisations, cultures, littératures et sociétés »**  
**Laboratoire de recherche « Centre de recherches sur les Cultures et Littératures**  
**d'Europe centrale, orientale et balkanique » CRECOB EA 4084**

## THÈSE

pour obtenir le grade de  
DOCTEUR DE L'UNIVERSITÉ PARIS-SORBONNE  
Discipline/ Spécialité : Etudes slaves/ Civilisation russe

Présentée et soutenue par :

**Hélène MONDON**

le 24 novembre 2011

## **Les premiers « déplacés spéciaux » de Stalin et leur destinée dans le Nord européen de l'URSS (1930-1948)**

**Volume 1**

**Sous la direction de :**

**M. le Professeur Francis CONTE**, Université Paris IV-Sorbonne

**JURY:**

**Mme Anne COLDEFY-FAUCARD**, Maître de conférences, Université Paris IV-Sorbonne

**Mme Luba JURGENSON**, Maître de conférences HDR, Université Paris IV-Sorbonne

**Melle Françoise LESOURD**, Professeur, Université Jean Moulin, Lyon III

**M. Alain BLUM**, Directeur d'études, EHESS

**M. Francis CONTE**, Professeur, Université Paris IV-Sorbonne

**M. Yves HAMANT**, Professeur, Université Paris Ouest Nanterre

## POSITION DE THESE

### **Les premiers “déplacés spéciaux” de Stalin et leur destinée dans le Nord européen de l’URSS (1930-1948).**

La “dékoulakisation” de 1930 est une expérimentation punitive inédite. Elle vise les familles paysannes entreprenantes, celles qui ont le plus à perdre dans la collectivisation et qui présentent donc une menace pour ce projet. La direction stalinienne choisit de les exproprier et de les déporter dans des “réserves” lointaines. Il ne s’agit pas seulement d’une politique d’isolement, la répression a des fins économiques: exploiter les ressources naturelles de ces régions dont il faut accélérer l’industrialisation. Si la “rééducation” des ennemis par le travail, à l’image des plans quinquennaux, doit se faire en cinq ans, le projet économique s’inscrit quant à lui dans la durée: la “colonisation spéciale” vise à l’enracinement définitif de la main-d’oeuvre en déportation. Isoler, exploiter, enracer, tels sont les objectifs de cette innovation répressive qui se présente comme une alternative – plus rationnelle et plus pérenne – au système des camps de travail correctif.

La “dékoulakisation” est aussi une expérimentation sociale sans précédent. Elle passe par la mise en place d’une nouvelle société, celle des “peuplements spéciaux”, véritable monde parallèle fait d’une constellation de “villages spéciaux” placés sous l’égide de “commandants” de l’OGPU. Leurs habitants, les “déplacés spéciaux”, forment une nouvelle catégorie de marginaux sociaux unis par leur communauté de destin, mais aussi par leurs liens familiaux, villageois, ethniques, ce qui doit favoriser leur ténacité dans cette épreuve.

La “dékoulakisation” est enfin une expérimentation sur l’humain soumis à des conditions extrêmes. Une fois dépossédées de leur ancienne vie, les familles sont tenues de rebâtir leur foyer dans le dénuement le plus total, d’apprivoiser de nouvelles terres, de s’adapter à un nouveau mode de vie et de travail, de se faire accepter par la société libre environnante.

Le renouvellement des sources disponibles sur la répression de la paysannerie permet non seulement de reconstituer une histoire détaillée de la première déportation stalinienne mais aussi de suivre la destinée des familles paysannes tout au long de leur vie en déportation. Les historiens de l’“exil koulak” ont accordé une grande attention aux années les plus marquantes de cette histoire (1930-1933) car elles sont restées pendant longtemps les mieux documentées. En revanche, peu d’ouvrages se focalisent sur les questions relatives aux facultés ou non d’adaptation des victimes à leur nouvel environnement, à la transformation des lieux de peuplement et à leur vie économique et sociale. Il est pourtant indispensable de poser un regard diachronique sur cette épreuve de force opposant l’Etat à ses paysans pour en comprendre les tenants et les aboutissants.

Les sources archivistiques sur lesquelles reposent ce travail proviennent indirectement des archives centrales. Elles nous ont permis de suivre, sur la période traitée (1930-1948), l’évolution des logiques répressives à l’égard de l’ensemble des “dékoulakisés”. Toutefois, nous avons affiné le terrain de cette recherche à la “région Nord”, dans la mesure où elle fut le coeur même de cette première déportation de masse. Notre enquête s’appuie ainsi sur une importante base documentaire issue des archives régionales d’Arxangel’sk, de Syktyvkar et de Vologda. Afin de contrebalancer les données froides des archives, nous avons collecté un corpus de témoignages publiés dans la presse ou enregistrés par des chercheurs après 1991. Ces récits de vie sur la déportation enrichissent la documentation historique dans la mesure où ils permettent de retracer les cheminements individuels et familiaux des anciens “déplacés spéciaux” sur la longue durée.

Notre première partie retrace la gestation et le déroulement de cette déportation expérimentale vers la Russie du Nord. Il s'agit d'un défi logistique à relever dans des délais serrés. L'opération s'étale sur trois mois hivernaux au cours desquels près de 230 000 paysans sont acheminés vers le Nord dans 242 convois. L'impréparation est telle que les quotas de familles à déporter sont revus à la baisse (45 000 au lieu de 70 000). Au lieu de travailleurs, les autorités régionales se plaignent de voir arriver sur leur territoire quantité énorme de nourrissons, vieillards et invalides de la guerre civile, faisant remonter à la surface les abus de la "dékoulakisation". Mais une fois la machine lancée, rien ne peut plus la freiner. Seules des commissions *ad hoc* sont censées la huiler, mais l'inertie des institutions centrales est telle que les autorités régionales se retrouvent seules face à une véritable catastrophe humanitaire. Elles doivent aussi composer avec les déportés qui dans un premier temps protestent activement. La résistance peu à peu se pacifie, grâce à l'écriture qui sert d'épanchement au sentiment d'incompréhension. Les requêtes adressées à Moscou déplorent l'injustice subie sans remettre en cause la "dékoulakisation" en tant que telle. Face à ce torrent de doléances, le pouvoir réagit en instaurant une commission de révision des déportations abusives. Elle aboutit à innocenter 6% des déportés. Mais par peur des représailles que pourrait déclencher leur retour, le pouvoir contraint les innocentés à rester sur place dans des conditions "privilégiées". Il est en revanche forcé de concéder le rapatriement des enfants de moins de dix ans dont la survie en déportation est menacée. Cette vague de retour réactive les réseaux d'entraide de la communauté villageoise: voisins, proches, amis, participent au sauvetage des enfants en se rendant sur les terres d'exil. Cette phase de reflux sème le désordre. Les paysans en profitent pour fuir, seuls ou par familles entières. Face à ce phénomène massif, les autorités débordées finissent par interdire la prise en charge des enfants. La "liquidation des koulaks en tant que classe" continue néanmoins son chemin, dans l'improvisation la plus totale. Personne ne sait qui doit se charger de l'installation des "koulaks" et qui doit financer la construction des villages. Le commissaire du peuple à l'Intérieur accuse les autorités centrales de ne produire que des plans "irréalistes", il ose remettre en cause la déshumanisation des "koulaks" en insistant sur leur esprit d'initiative et leur savoir-faire. Les malentendus au sommet vont plus loin encore. La question de l'utilisation de la main-d'oeuvre suscite des désaccords de fond entre ceux qui sont pour une colonisation agricole et ceux qui prônent une colonisation industrielle. Finalement, au schéma classique d'une colonisation agraire se substitue une forme d'économie répressive basée sur le travail forcé dans des secteurs industriels nouveaux pour les paysans. C'est la naissance d'une nouvelle armée de travailleurs forcés, les "déplacés spéciaux" et d'un système parallèle à celui des camps, le système des "peuplements spéciaux". Alors que les documents officiels ne nous apportent guère d'informations sur le trajet des victimes vers la *terra incognita*, les témoignages des survivants le décrivent tel un voyage vers le néant. Cette déportation, longue de plusieurs mois, peut être lue tel un parcours initiatique vers le pays du Goulag. Il commence par train, se poursuit par barge où l'eau devient le seuil symbolique entre les deux mondes, et s'achève à pied vers des terrains vagues où les déportés sont finalement abandonnés. Ce voyage dans l'espace est aussi un voyage dans le temps qui plonge les passagers dans leurs gourbis et les réduit au troc et à la mendicité. Le bilan de la déportation est désastreux. À peine la moitié des déportés parviennent à destination. Entre temps, 21 000 sont morts, 40 000 ont pris la fuite et 35 000 enfants sont abandonnés à leur sort. Chaque famille ou presque endure la perte d'un ou plusieurs enfants au cours de la déportation, et doit, dans cet état d'accablement, recommencer une nouvelle vie, *ex nihilo*.

Notre deuxième partie est une exploration de ce que nous avons appelé la "troisième zone". Entre la zone du camp et la zone libre se trouve en effet celle des "villages spéciaux", véritable société dans la société contrôlée par la police politique à partir de 1931. Cet univers de la relégation peut être décodé par sa géographie, sa toponymie, sa population, son régime, son quotidien, son folklore. À mi chemin entre la détention et la liberté, cette société est avant tout militarisée, balisée par des

“komandatutres” qui permettent de filtrer de vastes territoires sur lesquels se trouvent les “déplacés spéciaux”. Leurs villages sont dirigés par des commandants armés, gardiens d’un régime militaro-répressif. Pour mieux manipuler les comportements humains, les autorités entendent diviser la société des “déplacés spéciaux”. La collaboration avec la direction est encouragée pour mettre en place un système d’autosurveillance. Si les témoins n’évoquent que rarement la présence de délateurs dans les villages, ils dénigrent les “matraqueurs” passés dans le camp des commandants pour assurer les fonctions d’une sentinelle absente. La tentative de diviser pour mieux régner a donc partiellement fonctionné. Cela est d’autant plus étonnant que la déportation a favorisé l’unité villageoise et ethnique en déportant ensemble les paysans d’un même village, d’une même région. Ainsi, la population déportée dans la région Nord est pour moitié composée d’Ukrainiens. La conservation de l’institution familiale est une autre garantie de cohésion sociale. Elle est toutefois soumise à rude épreuve au cours de la déportation qui conduit bien souvent à l’éclatement du noyau familial. Une politique de remembrement est lancée dès 1931 afin de permettre aux hommes détenus dans les camps de rejoindre leur famille. La force de travail masculine est un paramètre essentiel pour la survie des familles. La hiérarchie sociale qui s’établit dans les “villages spéciaux” est en effet avant tout déterminée par la capacité de travail. Le facteur générationnel est lui aussi fondamental. La jeunesse est érigée en vertu sociale. Une polarité très forte scinde la population entre les enfants/jeunes et les parents/vieux. Au plus bas de l’échelle sociale se trouvent les “personnes à charge” (orphelins de la déportation, invalides, malades et autres “inaptes au travail”). La vie quotidienne des déportés est dominée par le travail. On assiste à une “dépayannisation” partielle. Les paysans sont contraints de s’adapter aux travaux d’abattage au prix de nombreux accidents. Cependant, les activités sont saisonnières. Des “artels spéciaux” sont mis en place en 1932 et rendent les paysans à leur métier d’agriculteur. Les déportés font preuve d’un grand savoir-faire en matière de construction et d’artisanat. Certains échappent aux travaux physiques, notamment les ouvriers qualifiés et l’“intelligentsia” qui occupe des postes dans les infrastructures des “villages spéciaux”. Ces promotions sociales sont vues comme une solution temporaire au manque de personnel, mais dès les premières années de déportation, les jeunes sont envoyés suivre des formations dans les domaines médicaux et pédagogiques en vue de revenir dans les villages pour prendre la relève de la mauvaise génération. La vie quotidienne des déportés est marquée par une grande instabilité. La main-d’oeuvre est mobile car les chantiers d’abattage sont mouvants. On assiste à un phénomène de nomadisation des “déplacés spéciaux”. La population inapte au travail tend à s’accroître car si le travail est source de survie, il contribue aussi à épuiser la main-d’oeuvre. Les conditions de vie sont catastrophiques. La promiscuité, l’insalubrité et la malnutrition entraînent inévitablement des épidémies contre lesquelles le personnel médical est impuissant. Les entreprises d’Etat sont censées verser à leur main-d’oeuvre des salaires qui restent fictifs les premières années et ne permettent pas aux paysans d’acheter les rares marchandises qui parviennent jusque dans ces lieux. Des stratégies de survie sont mises au point pour faire face à cette pénurie: cueillette, culture de lopins, troc, mendicité ou petits travaux domestiques chez l’habitant. Les témoins insistent sur la solidarité de la population locale. L’entraide familiale est aussi salvatrice: colis, argent, semences, chaussures sont envoyés par la parentèle non “dékoulakisée”. La famine de 1933 contribue à une dégradation brutale des conditions d’existence en déportation. Les fuites reprennent de plus belle. Les témoignages nous apprennent que les fugitifs parviennent souvent à retourner chez eux mais que tôt ou tard, ils finissent par être rattrapés par leur destin. Face à ceux qui protestent, une partie des déportés se plie au régime et cherche à monter une petite exploitation. La conservation des traditions religieuses leur permet de sauvegarder leur intégrité morale. Le folklore de la déportation soude la communauté villageoise qui se laisse aller à des moments de détente. Cela permet d’oublier la violence du quotidien. Les “villages spéciaux” sont en effet des lieux d’impunité où tous les règlements de compte sont possibles. Sur les 120 170 “déplacés spéciaux” de la région Nord enregistrés en mai 1933, il n’en reste plus que 76 732 en septembre 1934. Ce déclin reste dû pour l’essentiel à la mortalité et aux fuites. (l’année 1933 a fait 15 000 morts dans les “villages spéciaux” de cette région). Le projet de sédentarisation est mis à mal. Malgré le régime d’acier, dès 1934, 8% des familles vivent à l’extérieur des villages de détention.

La déportation n'est pas seulement répressive, elle doit être thérapeutique. La thérapie de la rééducation, au coeur de notre troisième partie, est suivie par la réhabilitation civique des sujets dont nous exposons les enjeux et retraçons les campagnes. La thérapie doit être prescrite dès le plus jeune âge afin de "reconquérir" les enfants, soumis à l'"influence délétère" de leurs parents. Les écoles des "villages spéciaux" sont perçues comme l'un des instruments les plus puissants du Parti pour la rééducation des enfants dans l'esprit communiste. Le personnel pédagogique doit convaincre ces enfants qu'à la différence de leurs parents, ils ont de grandes perspectives devant eux. La vie dans les "villages spéciaux" est totalement incompatible avec ces projets: au départ, 80% du personnel enseignant est composé de déportés qui appartiennent précisément à la génération des parents honnis. L'objectif prioritaire de désunion des familles est donc compromis. L'année 1934 marque pourtant, aux dires des responsables régionaux du Parti, un tournant majeur dans les mentalités des enfants, désormais parfaitement "soviétisés". Une fois sortis des "écoles spéciales", les plus méritants élèves, mais aussi ceux dont les parents sont des "travailleurs de choc", accèdent aux études supérieures. Ils sont censés revenir dans les "villages spéciaux" et "remodeler" à leur tour la "conscience" des "colons de travail" réactionnaires. Fin 1936, le chef-adjoint du GULAG déclare la mission du schisme entre les générations remplie. 1938 fait date dans l'histoire des "dékoulakisés" car elle donne aux jeunes la possibilité de quitter définitivement les "villages spéciaux" dès l'âge de 16 ans pour aller faire des études ou travailler. La discrimination cependant n'est pas abolie: les grandes villes leur sont interdites et les portes du Komsomol leur restent fermées. Le vécu des victimes qui se dégage à la fois des lettres d'époque et des témoignages contemporains rétablissent la réalité de l'enfance en relégation. Les orphelins de la déportation, purs produits de la chirurgie soviétique, semblent intérioriser les valeurs soviétiques mais expriment dans leurs courriers à M. Kalinin le mal-être de cette génération d'enfants de "koulaks". Cette souffrance sociale persiste même après 1938, date de leur réhabilitation administrative. Des lettres continuent de parvenir à M. Kalinin et N. Krupskaja dans lesquelles ces jeunes se lamentent, dans un lyrisme maîtrisé, d'être exclus d'une société à laquelle ils auraient tant souhaité appartenir. Les témoignages des anciens déportés - enfants au moment des faits -, nous livrent à la fois les regrets d'une enfance confisquée et les souvenirs des émotions et des curiosités face à la découverte d'un nouvel environnement. Ni les lettres, ni les témoignages ne livrent d'exemple de renoncement aux parents. Cette tentative de division est vouée à l'échec car les rudes épreuves de la déportation ont tendance à souder le corps familial. En revanche, ces deux types de sources évoquent le même "rêve" de devenir un jour des citoyens soviétiques ordinaires. La population déportée a su mettre à profit l'immunité idéologique dont bénéficiaient les enfants. Cette génération fera des études dans des domaines variés et sera totalement "dépaysonnée".

En ce qui concerne les adultes, et plus particulièrement les jeunes adultes, leur encadrement politique est assuré par les comités du Komsomol et du Parti. Parmi les rudiments de l'éducation politique, la lutte antireligieuse occupe une place de choix. Il est question de démontrer aux déportés les préjudices que portent les fêtes religieuses à l'économie. Des instructeurs politiques sont censés mener le travail de propagande dans les "villages spéciaux", mais en réalité les cadres manquent cruellement et lorsqu'ils existent, on ne cesse de déplorer leur négligence. Le bilan du travail culturel se mesure en nombre de manifestations organisées et de participants qui augmentent sans cesse tandis que les rapports de l'administration dressent le constat d'une grande inefficacité dans ce domaine. Celle-ci est due à un manque de coordination entre les autorités régionales et locales, ces dernières préférant exclure les déportés des réunions politiques car elles craignent de mal agir. Face à la "culture du chiffre", vitrine du travail idéologique, les témoignages permettent de saisir la place de la "rééducation" dans le quotidien. La mémoire laisse plus de place aux activités culturelles qu'aux meetings et autres classes de "liquidation de l'analphabétisme". L'autoactivité musicale et théâtrale est réellement développée dans les "villages spéciaux", mais au lieu de rééducation, les soirées sont organisées pour divertir la direction ou sur la propre initiative des déportés. Ceux-ci montent des orchestres, forment des troupes théâtrales et vont se produire dans le monde libre. Au lieu de lutte antireligieuse et de rupture familiale, le seul véritable fer de lance de la propagande est la stimulation de la productivité: émulation, compétition, travail de choc, voilà ce dont se souviennent les anciens déportés. La supproductivité étant une question de survie pour les "déplacés spéciaux", il est aisé pour

le pouvoir de faire passer leur efficacité pour le fruit de la "rééducation".

Tout au long des années 1930, la politique concernant la "réhabilitation civique" est hésitante. La perspective de réhabilitation n'est envisagée qu'un an et demi après le début de la déportation. La commission Andreev, mise au point par le Politburo, envisage qu'au terme de cinq ans de déportation, les "koulaks" puissent recouvrer leurs droits civiques. Les hauts responsables policiers et politiques ont des opinions divergeantes quant au mobile de cette réhabilitation. Pour certains, elle est avant tout idéologique (séparer les jeunes des parents), pour d'autres elle est purement économique (stimuler le dépassement des normes de travail grâce à l'appât de la réhabilitation). Très rapidement, les autorités décident d'accélérer le processus en offrant aux jeunes une réhabilitation anticipée. Une véritable politique de favoritisme se dessine à l'égard de la jeunesse qui travaille le mieux et s'engage à renier ses parents. Une première campagne de réhabilitation est lancée au printemps 1932. Elle est certes exemplaire et isolée mais elle entraîne une liberté inconditionnelle. Deux ans plus tard s'amorce la campagne officielle visant trois catégories de candidats: les "déplacés spéciaux" ayant fourni un travail consciencieux et s'étant montrés loyaux à l'égard du pouvoir; les jeunes travailleurs de choc participant au travail social; les enfants de "koulaks" une fois majeurs. La réhabilitation est familiale, mais elle ne touche que la famille au sens étroit (femme et enfants). La génération des aînés reste intouchable. Les citoyens réhabilités rentrent massivement chez eux: dans la région Nord, 90% d'entre eux quittent la terre de déportation. Face au risque de voir filer l'élite laborieuse des "villages spéciaux", Stalin fait interdire le droit au retour dès le 25 janvier 1935, réduisant le périmètre de "liberté" aux districts de résidence. Cette loi est rétroactive: tous ceux qui ont été réhabilités avant terme sont pris au piège dès lors qu'ils se trouvent dans ce périmètre. La confiscation des passeports et la réintroduction dans les "villages spéciaux" devient une pratique courante à la fin des années 1930. L'enjeu est clair: la colonisation doit être forcée et définitive.

Alors que la seconde moitié des années 1930 est marquée par une profonde crise politique, c'est paradoxalement une période de stabilisation économique et démographique pour ceux qui sont désormais baptisés les "colons de travail". Notre quatrième partie traite du processus de normalisation qui touche le système des "peuplement spéciaux" et préfigure sa fin potentielle. L'année 1935 représente un cap démographique important: la natalité reprend le dessus sur la mortalité. 1936 marque, selon les hauts responsables du GULAG, un "brutal tournant" dans le système des "peuplements spéciaux": la main-d'oeuvre est utilisée de façon plus rationnelle, les rendements sont bons, la situation sanitaire s'est améliorée, les approvisionnements sont plus réguliers. La satisfaction est aussi politique: la rééducation a abouti, les "koulaks" sont devenus des "ex-koulaks" réhabilités par la Constitution stalinienne. La mission de "colonisation spéciale" est donc remplie. Se pose d'emblée la question de la normalisation d'un système qui ne requiert plus le commandement du NKVD et peut passer sous la houlette de l'Etat. Ce transfert doit marquer la "transition vers une vie active normale". Pour le NKVD, il s'agit avant tout de se soulager de la gestion "culturelle", sanitaire, mais surtout économique et financière d'une machine tentaculaire qui pour fonctionner a nécessité d'importants crédits dont il faut désormais garantir le remboursement. Sur cette question, le bilan est tout autre que celui présenté par les hautes autorités. Certains artels se trouvent dans une véritable impasse financière, notamment ceux de la région Nord qui pour rembourser leurs crédits auraient dû vendre la moitié de leur cheptel. Le chef du NKVD, Jagoda, plaide leur cause et réclame un sursis jusqu'à la fin des années 1930 pour laisser à ces artels le temps d'amortir la dette. Le projet de normalisation continue de mûrir, en été 1937, le chef-adjoint du GULAG, Pliner, n'envisage rien de moins que la "liquidation" des départements régionaux des peuplements spéciaux et des komandatures locales qui, à partir de 1938, devaient être remplacées par des soviets ruraux. 1938 marque la finalisation partielle de la réforme de normalisation: les services culturels et sanitaires des "villages spéciaux" sont rendus à l'Etat et les "artels spéciaux" deviennent des kolkhozes (9 septembre 1938). Cela étant, le NKVD conserve ses fonctions de surveillance administrative et policière et les komandatures sont maintenues. À cela se greffe un autre grand chantier de réformes concernant le nouveau statut juridique des "colons de travail". Un premier point doit être élucidé: le NKVD restait-il maître des

affectations des déportés? S'engage alors un conflit entre le NKVD et le Parquet dont le représentant revendique une vraie normalisation où les "colons de travail" seraient soumis au code pénal soviétique et où le NKVD n'aurait plus aucun pouvoir sur eux. Second point à clarifier: la question du droit de déplacement. Les autorités s'accordent pour maintenir en vigueur la loi de janvier 1935, mais envisagent d'élargir le droit de déplacement à la région de résidence à partir de 1939-1940, puis, dès 1943, à l'URSS tout entière. Au bout du compte, aucune de ces mesures n'aboutira, en raison de la guerre, mais aussi du lobbying du NKVD qui avait trop à perdre dans cette affaire.

La loi de janvier 1935 qui rend la déportation définitive incite les paysans à s'adapter. Le stakhanovisme connaît une grande popularité dans les "villages spéciaux". Il apparaît comme un instrument efficace de promotion et de reconnaissance sociales. Dans la seconde moitié des années 1930, la jeune génération se voit confier des postes d'encadrement sur les chantiers forestiers. Au début des années 1940, certains sont promus directeurs des exploitations forestières. Cette volonté de faire carrière relève d'une logique d'adaptation. On relève le même phénomène dans les "artels spéciaux" qui en 1938 deviennent de riches kolkhozes mécanisés dont les présidents sont des déportés. Toutefois, la fin du protectionnisme du NKVD et le retour des collectes d'Etat modifie les trajectoires professionnelles, à la fin des années 1930, les kolkhoziens cherchent à intégrer les exploitations forestières qui offrent de plus grandes perspectives. Les documents et les images d'archives sont confortés par les témoignages qui décrivent l'amélioration des conditions de vie dans les "villages de travail". Les conditions de logement et d'approvisionnement sont en progrès. Les villages disposent d'infrastructures plus développées. Les déportés ont pu acquérir une petite izba, acheter quelques bêtes et monter une petite exploitation grâce à leur lopin. Ils développent la culture sous serres et l'apiculture, à la grande stupéfaction de la population locale. À la fin des années 1930, les familles sont établies. Les témoins ont cependant tendance à rosir le tableau, ils se souviennent de la seconde moitié des années 1930 comme d'une période d'assouplissement où le climat social était détendu. Les documents d'archives nous mettent en garde contre la fragilité de la mémoire. La "seconde dékoulakisation" liée à l'"opération koulak" de juillet 1937 vise, entre autres catégories, celle des "colons de travail" qui continuent de mener des "activités antisoviétiques". S'ensuit une vague d'arrestations dans les villages de déportation qui touche principalement les hommes et contribue à un nouvel éclatement des familles. On assiste aussi à une atomisation du groupe social des "colons de travail" dans les districts de résidence, confortée par les employeurs qui ballottent les déportés d'un chantier à un autre. Le contrôle de la komandature se relâche, il devient, selon les témoins, plus simple de quitter les "villages spéciaux" à partir de 1938. Cet exode silencieux est déploré par les autorités régionales mises devant le fait accompli: "de nombreux colons ont profité du relâchement du régime pour quitter leur village et s'infiltrer dans les usines et les entreprises des centres régionaux et des villes." En 1938, le nouveau chef du NKVD, Ežov, entend bien reprendre les choses en main par une politique de repeuplement des villages. La Grande terreur fait de nombreuses victimes parmi les hauts responsables du GULAG et du NKVD. On les accuse, entre autre, d'avoir privilégié les déportés par rapport aux kolkhoziens voisins en conduisant à leur égard une politique d'"embourgeoisement" aux frais de l'Etat.

La dernière partie de ce travail porte sur l'érosion de l'"exil koulak" qui est largement entamée par la guerre et se prolonge après celle-ci. Elle montre les évolutions ou non évolutions sociales, démographiques, culturelles et économiques dans les "villages spéciaux" des années 1940. L'"opération koulak" n'a pas suffi à éradiquer la lie de ces villages. La guerre fait resurgir la psychose de la "cinquième colonne". Les déportés sont dans un premier temps consignés dans leurs villages, puis après une année d'hésitation, les "ex-koulaks" sont mobilisés, à l'exception notable des "chefs de famille". 61 000 "colons de travail" endossent le manteau militaire dont plus de 8300 dans la région Nord. Ils sont radiés des registres de même que leur femme et leurs enfants (comme pour les réhabilitations, le principe d'exclusion des parents est observé). Le départ des hommes, piliers de l'économie familiale, entraîne le déclin de la famille dont les conditions de vie se dégradent brutalement pendant la guerre. Dans la région d'Arxangel'sk, l'arrivée massive de "colons de travail"

évacués de Carélie, affamés et sans logement, ne fait qu'aggraver la situation. Les villages sont moins encadrés, en raison de la mobilisation du personnel des komandatures dans l'Armée rouge. Les autorités centrales continuent de s'alarmer face à la dispersion des "colons de travail" qui se fondent dans la société. Pendant les années 1940, l'agriculture reste un secteur d'activité majeur (60% des "villages spéciaux" de la région ont leur kolkhoze), mais elle traverse une crise profonde pendant la guerre. Les effets pervers de la normalisation se font ressentir: les artels sont incapables de remplir les plans de livraisons à l'Etat. Le niveau de vie des kolkhoziens chute, ce qui creuse l'inégalité entre paysans et ouvriers de l'industrie forestière. Comme partout, la situation alimentaire se détériore pendant la guerre. Les coupures d'approvisionnement sont chroniques, malgré des circuits de distribution qui ont évolué (réseau de cantines et de magasins). Les pratiques de survie des années extrêmes refont surface. Face à la maladie, les hôpitaux Potemkin ne peuvent rien. La mortalité progresse et dépasse la natalité. En ce qui concerne l'éducation politique, la forme reste la même, mais le contenu change: tout désormais porte sur les informations militaires. La santé "politico-morale" des déportés est bonne. Ils souscrivent aux emprunts d'Etat et participent activement aux collectes pour les soldats du front. Les témoignages confirment ces sacrifices de la population qui relèvent d'une tradition paysanne ancrée. Malgré cela, la vigilance redouble à l'égard des "ex-koulaks": des relais d'espions infiltrent les "villages spéciaux" afin de détecter les comportements déviants. Les "affaires" traitées par le NKVD de la région d'Arxangel'sk montrent que tout "regroupement" de déportés est lourd de menaces. Des individus sont régulièrement arrêtés et condamnés en vertu de l'article 58 (agitation antisoviétique) à dix ans de camp de travail correctif. Ces fabrications d'affaires n'ont généralement d'autre vocation que de fournir à la hiérarchie un quota de dossiers "liquidés" afin de justifier le bien-fondé du système panoptique expérimenté dans les "villages spéciaux". La fin de la guerre suscite une vive émotion parmi les déportés. Une partie d'entre eux est animée par un patriotisme décuplé par la victoire et se dit prête à reconstruire activement le pays. D'autres perçoivent la victoire comme une promesse de liberté et de rapatriement. Le 28 septembre 1946, l'amnistie est amorcée: les déportés récompensés pour leurs vaillants efforts pendant la guerre, de même que les parents dont les enfants ont servi dans l'Armée rouge sont radiés des registres spéciaux. Cette amnistie déclenche dans la région d'Arxangel'sk une grande vague de libération qui culmine dans la seconde moitié de 1947. L'affranchissement des derniers "ex-koulaks" est entériné dans cette région par le décret du 14 août 1948. De rares documents d'archives montrent que dans les mois qui suivent ce décret, les départs hors de la région restent limités. Les témoignages, quant à eux, évoquent un départ massif hors des "villages spéciaux" à la fin des années 1940. Certains déportés quittent la région, d'autres s'installent ailleurs dans les régions de résidence. Aucune donnée ne permet de dire quelle fut la tendance dominante. Si le pouvoir pouvait s'enorgueillir d'avoir fait des "koulaks" des "héros soviétiques", décorés des plus hautes distinctions, morts au combat pour la patrie, il lui était plus difficile de clamer la réussite de son projet de "colonisation spéciale" qui ne tenait que sur le fil de la répression. Une fois le fils coupé, le projet s'est effondré.